Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

280 | Juillet-Décembre

Risques et ressources dans les Suds

FAU N. et DE TREGLODE B. (dir.) (2018). *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégration et sécurité*

Paris, CNRS Éditions, coll. « Réseau Asie », 395 p.

Agathe Maupin-Buskin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/com/10817>

DOI : 10.4000/com.10817

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2019

Pagination : 635-640

ISBN : 979-10-300-0578-3

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Agathe Maupin-Buskin, « FAU N. et DE TREGLODE B. (dir.) (2018). *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégration et sécurité* », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 280 | Juillet-Décembre, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/com/10817> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.10817>

COM A LU

**FAU N. et
DE TRÉGLODÉ B. (dir.)
(2018). *Mers d'Asie du
Sud-Est. Coopérations,
intégration et sécurité***

Paris, CNRS Éditions,
coll. « Réseau Asie »,
395 p.

Agathe Maupin-Buskin¹

Issu de divers travaux de recherche en Asie du Sud-Est, cet ouvrage se compose de 12 chapitres, organisés en trois parties bien articulées. Nathalie Fau et Benoît de Tréglodé, respectivement Maîtresse de Conférences à l'Université Paris-Diderot rattachée au laboratoire CESSMA, et Directeur de recherche CNRS-EHESS à l'IRSEM et au Centre Asie du Sud-Est (CASE), ont réuni ici un mélange intrigant de cas d'études ancrés dans une région en construction, dont les contours sont régulièrement discutés. Dès l'*Introduction Coopérations et intégrations régionales : Des outils de sécurisation des Mers d'Asie du Sud-Est ?* (pp. 13-48), il ressort que les conflits sont moins l'objet d'étude de ce livre que les ressorts de la coopération et les tensions qui y sont associées. Ces dernières peuvent précéder, accompagner ou découler des diverses situations de coopération, comme le souligne bien le sous-titre

1. Agrégée et docteure en Géographie, Chercheuse associée au laboratoire Les Afriques dans le Monde, LAM, UMR 5115. Courriel : Agathe.maupin(at)gmail.com.

de l'ouvrage « *coopérations, intégration et sécurité* ». Outre la dimension stratégique des mers d'Asie du Sud-Est, qui guide les analyses proposées ici, la protection de l'environnement et la question d'un développement durable sont aussi régulièrement abordées lors des chapitres, la troisième partie y est d'ailleurs entièrement consacrée. Contribution collective, ce livre est composé de chapitres brossant un tableau de qualité parfois inégale selon les cas d'étude et approches choisis, néanmoins tous intéressants pour appréhender la diversité de l'Asie du Sud-Est, notamment dans le cadre de la nouvelle question proposée en géographie aux concours du CAPES et de l'agrégation.

Première partie : Contrôler et maîtriser les mers

Dans le chapitre premier *Diplomatie navale en Asie du Sud-Est* (pp. 51-79), Éric Frécon, enseignant chercheur à l'École navale et coordinateur de l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est, nous permet de saisir l'importance stratégique de la région au vu de l'arsenal maritime qui y est déployé par de nombreux États. Si le multilatéralisme semble être la ligne régionale privilégiée, les avancées paraissent insuffisantes pour garantir la sécurité régionale : trop de priorités nationales gênent le dialogue régional et la circulation des renseignements, pour lutter efficacement contre la piraterie par exemple. S'il utilise l'expression de « *minilatéralisme* » (p. 77), l'auteur mobilise également ici l'image de « *la diplomatie du bambou* » (p. 79) pour souligner la recherche du consensus de façon souple et flexible – plier sans jamais rompre – parmi les nombreuses lignes de tensions qui parcourent les mers d'Asie du Sud-Est. Le chapitre suivant *La coopération militaire entre les Philippines et l'ASEAN* (pp. 81-103) permet à son auteur, François-Xavier Bonnet, chercheur à l'IRASEC et à l'Asia Centre de Sciences-Po Paris, de présenter un premier cas d'étude à l'échelle nationale, en insistant sur la position des Philippines au sein de l'organisation régionale de l'ASEAN. Loin d'être intégré, l'archipel des Philippines continue de privilégier des relations commerciales et militaires avec des partenaires extérieurs à la région comme les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud, entre autres. Peu développée, la coopération militaire est qualifiée « *d'embryonnaire* » (p. 82) par l'auteur, qui insiste sur l'importance encore marquée des États-Unis dans ce domaine, et sur le caractère bilatéral des autres partenariats principaux, avec l'Indonésie et la Malaisie. Cependant, quelques progrès sont notés : la Mer de Sulu est bien concernée par les prémices d'une coopération trilatérale entre les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie afin de lutter contre les pirates (pratique des enlèvements) qui sévissent au sud de l'île de Palawan, au nord de l'île de Mindanao et à l'est de Bornéo. De plus, les Philippines et le Vietnam ont opéré un récent rapprochement à partir d'une coopération scientifique et technique,

pour contrer les revendications chinoises en mer de Chine méridionale. Un partenariat stratégique a été signé en 2015, avec « *une coloration militaire et sécuritaire* » (p. 99). Les revendications en matière de juridiction maritime à propos des ZEE philippines et vietnamiennes en mer de Chine méridionale demeurent néanmoins nombreuses et elles sont, selon l'auteur, susceptibles de « *ralentir la dynamique des relations navales entre les Philippines et le Vietnam* » (p. 102). Dans un troisième chapitre, Sophie Boisseau du Rocher, chercheuse au Centre Asie de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) interroge les objectifs de la *Coopération scientifique chinoise en Asie du Sud-Est* (pp. 105-124) pour démontrer le caractère stratégique de cette coopération scientifique. Sans complexe, la Chine associe volontiers recherches scientifiques et technologiques pour renforcer ses positions souveraines, y compris dans les mers d'Asie du Sud-Est. Conscients de l'avance de la Chine, les États de la région se montrent prudents (voire méfiants d'après l'auteure) et c'est uniquement dans le cadre de coopérations scientifiques ciblées comme dans le domaine de l'écologie (protection des mangroves, du corail – p. 113) que l'ASEAN a accepté de collaborer. L'auteure propose d'identifier trois temps à l'affirmation de la Chine en Asie du Sud-Est : un « *réengagement chinois massif et structuré sur cet espace maritime* » (p. 116) de la fin des années 1970 au milieu des années 1990 ; suivi dans un second temps par une réponse coopérative aux « *crispations que son développement maritime accéléré produisait chez ses voisins* » (p. 117) ; enfin, l'auteure observe depuis un peu plus d'une décennie « *une réaffirmation chinoise et de la montée en puissance stratégique* » (p. 119) où la mer de Chine méridionale n'est plus seulement revendiquée mais à présent occupée par la Chine. Comme le souligne l'auteure, non sans rappeler également l'asymétrie qui existe entre la Chine et les autres États de l'Asie du Sud-Est, « *le ton est moins à la coopération qu'à l'imposition* » (p. 120). Un dernier chapitre sur *Hainan, avant-poste de Pékin en mer de Chine méridionale* (pp. 125-144) clôturera cette première partie sur la diversité des inévitables enjeux sécuritaires dans la région. Juliette Genevaz, chercheuse à l'IRSEM, et Mathieu Duchâtel, directeur adjoint du programme Asie et Chine au Conseil Européen des Relations Internationales (ECFR), soulignent de nouveau les stratégies de la Chine en Asie du Sud-Est, cette fois à partir de l'île de Hainan, dont ils comparent la position stratégique pour la Chine à celle d'Hawaï pour les États-Unis (p. 125). Sans surprise, l'île de Hainan permet à la Chine d'affirmer ses droits maritimes. Des infrastructures ont aussi été construites dans l'île afin d'y renforcer les activités (pêche, tourisme). D'après les auteur.e.s, il s'agirait d'une vision chinoise élargie de la sécurité, non plus uniquement « *affaire de souveraineté territoriale* » mais également « *une histoire d'intérêts économiques* » (p. 143). Pourtant, Hainan abrite depuis 2008 la seconde base de sous-marins nucléaires de la Chine et la construction d'un centre de lancement de satellite dans l'île a été achevée

en 2014. Une carte plus étoffée inscrivant Haïnan dans sa position stratégique « d'avant-poste » en mer de Chine méridionale aurait pu souligner davantage les enjeux complexes de cette île chinoise.

Deuxième partie : S'approprier les ressources

Cette deuxième partie s'articule également autour de quatre chapitres, où les ressources halieutiques sont à la fois omniprésentes et objets de tensions. Sébastien Colin, Maître de conférences à l'INALCO, se penche ainsi sur *Le mythe de la coopération halieutique entre la Chine et les États d'Asie du Sud-Est en mer de Chine du Sud* (pp. 147-174), tandis que Benoît de Tréglodé revient sur *Délimitation maritime et coopération sino-vietnamienne dans le Golfe du Tonkin (1994-2017)* (pp. 175-194). Ces deux chapitres soulignent la prédominance chinoise dans le secteur de la pêche, la Chine étant également devenue une « *puissance halieutique* » (p. 156). Le Vietnam a quant à lui également modernisé ses pratiques de pêche, « *pour passer d'une pêche artisanale largement côtière à une pêche hauturière plus industrielle* » (p. 183). Les deux auteurs notent que l'exploitation économique industrielle des ressources maritimes de la mer de Chine méridionale s'accompagne de nombreuses tensions, à la fois politiques et environnementales. Le chapitre de Christine Cabasset, chercheuse à l'IRASEC, sur *Les ZCD [Zones Communes de Développement] en mer de Timor, d'un espace de tensions à un compromis entre le Timor-Leste et l'Australie* (pp. 195-228), lie judicieusement ressources et tensions dans la mer du Timor. Ce chapitre permet de diversifier l'analyse des ressources proposées par cet ouvrage en insistant sur le poids des ressources en hydrocarbures sur la délimitation houleuse des frontières maritimes entre le Timor-Leste (Timor oriental), l'Australie et l'Indonésie. Très abouti, ce chapitre, remarquablement bien illustré, est une source d'information précise sur les ZCD et leurs évolutions. Enfin, le dernier chapitre de cette partie, écrit par Ruth Banomyong, directeur du département d'affaires internationales, logistique et transport à la faculté de gestion de Thammasat en Thaïlande, porte sur *Connectivité et marché unique au sein de l'ASEAN : le nouveau défi du transport maritime* (pp. 229-254). Il revient sur le terme de connectivité et les stratégies maritimes qui y sont associées par les États membres de l'ASEAN. Si l'auteur insiste sur les progrès institutionnels réalisés, la création d'un marché unique du transport maritime au sein de l'ASEAN (ASSM) semble encore lointaine face aux inégalités entre les ports des États de la région. L'ASEAN ne dispose ni de « *capacités financières ni [d]es capacités institutionnelles à soutenir un tel développement des ports dans la région* » (p. 250).

Troisième partie : Protéger l'environnement

Bien articulés autour de cas d'études soulignant des volontés de développement économique tout en cherchant à protéger un environnement (et un patrimoine) essentiellement marin, les quatre derniers chapitres de cet ouvrage rappellent les enjeux environnementaux auxquels sont confrontés les États de l'Asie du Sud-Est. Nathalie Fau présente un excellent exemple de coopération s'inscrivant dans le détroit de Malacca dans son chapitre sur *Coopérer pour concilier développement économique et protection environnementale dans le détroit de Malacca* (pp. 255-287). Elle y met en lumière les divergences entre les « États utilisateurs » et les « États riverains » (p. 256) du détroit dans le cadre d'une exploitation durable de cette voie de transport et de ses ressources maritimes. Deux autres cas d'étude suivent cette logique de mise en valeur de la coopération dans le cadre de projets de protection de l'environnement. Cheryl Rita Kaur, biologiste et chercheuse au Maritime Institute of Malaysia (MIMA) s'intéresse à *L'initiative du Triangle de corail (ITC) : coopération transnationale et difficultés d'implantation régionale* (pp. 285-204) pendant qu'Annadel Salvio Cabanban, consultante environnementale aux Philippines, nous présente *Le grand écosystème marin Sulu-Sulawesi* (pp. 305-322). Ne disposant que d'un recul d'environ une décennie dans les deux cas présentés, l'ITC ayant vu le jour en 2007 et l'écosystème marin de Sulu-Sulawesi n'ayant fait l'objet que d'un protocole et plan de conservation en 2006 (pour la période 2006-2016), les auteures insistent davantage sur les obstacles qu'il reste à franchir pour concilier activités (de pêche et d'exploration) et protection environnementale. La Malaisie peine par exemple à articuler une politique nationale environnementale avec des législations qui diffèrent déjà entre ses parties insulaire et péninsulaire (p. 302). Comme le souligne l'auteure du chapitre 11, le grand écosystème marin Sulu-Sulawesi est partagé entre la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie et fait donc partie de l'ITC qui comprend également la Papouasie Nouvelle Guinée, les îles Salomon et le Timor-Leste (Timor oriental). L'ITC s'appuie ainsi sur l'identification de plusieurs écosystèmes marins, comme celui de Sulu-Sulawesi (carte pp. 286-287) pour protéger les aires marines sensibles. Clôturant l'ouvrage, Alexandre Gandil et Dustin Kuan-Hsiung Wang, respectivement doctorant en sciences politiques (CERI), et Professeur en sciences politiques et droit international à l'Université nationale normale de Taïwan, nous délivrent leur vision de *La coopération marine en mer de Chine méridionale vue de Taïwan* (pp. 323-337). En complément des chapitres 3, 4, 5 et 6, ce chapitre 12 précise les positions de Taïwan, où le pragmatisme serait de mise dans le détroit de Taïwan. Selon les auteurs, Taïwan (officiellement République de Chine) adopte en effet « une stratégie de profil bas » (p. 327) afin de préserver ses

intérêts économiques (exploitation des ressources halieutiques et énergétiques dans les Pratas et Itu Aba) au contraire de la République Populaire de Chine qui revendique sa souveraineté en mer de Chine méridionale. À noter qu'une coopération durable entre Taïwan et les autres États de l'Asie du Sud-Est (comme les Philippines par exemple) semble délicate tant que la partition chinoise de 1949 n'est pas réglée.

En conclusion

Réalisé par des chercheur.e.s appartenant à des disciplines et des instituts différents, cet ouvrage propose de nombreux cas d'étude bien développés et illustrés en Asie du Sud-Est. Il s'adresse à un public universitaire qui trouvera dans cet ouvrage des éléments pour enrichir ses connaissances non seulement de la région, mais également des tensions liées à l'exploitation des ressources et aux tracés des frontières maritimes. Les étudiant.e.s y trouveront aussi des informations récentes et précises sur les États limitrophes de l'Asie du Sud-Est comme le Timor-Leste (Timor oriental) et ceux qui y exercent une influence incontournable tels que la Chine ou l'Australie.